

# Accueillir la création ?

**L**a création littéraire ne pose pas des problèmes simples aux bibliothèques. Elle vient troubler la tranquillité de leur fonctionnement. Que la première finisse toujours par se trouver une place dans les secondes est une évidence, mais cette évidence même fait problème. L'assomption triomphale de la « lecture publique », dont on ne peut que se réjouir, n'est pas pour simplifier les choses.

**Louis Seguin**

seguin.louis@wanadoo.fr

La vérité des bibliothèques est une vérité spinoziste. Elle veut faire coïncider l'objet de la lecture et le sujet qui lit, la chose et l'esprit, le livre et le lecteur. Mais c'est là justement, comme dans l'histoire de la philosophie, que la difficulté commence. La rencontre achoppe sur la nature inconciliable de ces deux éléments. Qu'est-ce que c'est que ce livre et qu'est-ce que c'est que ce lecteur ? D'où viennent-ils et d'où vient le désir qu'ils ont de se réunir ?

## Bien acheter ou le règne de la morale

Autrefois, dans un passé plus ou moins mythique, la situation était simple. Il y avait des bibliothèques « populaires », où la France d'en bas trouvait de quoi se divertir, et des bibliothèques savantes où quelques « érudits » se satisfaisaient des fonds, pas encore tout à fait « anciens », qui leur offraient de quoi nourrir leurs études et de quoi étancher leur soif de savoir. C'était l'empire des reliures de toile noire que décrivait Paul Nizan, dans la petite ville où il faisait ses débuts de professeur. C'était aussi le domaine de l'« autodidacte » de *La Nausée* qui lisait tout, systématiquement, de A à Z. L'un comme l'autre, sauf exceptions, moins rares d'ailleurs qu'on ne pourrait croire, ne s'enrichissaient guère, faute de crédits. Les bibliothécaires dans beau-

coup de cas n'achetaient que les livres qui les aidaient pour leurs propres recherches, ou que leur réclamaient leurs amis.

La situation a heureusement évolué. Et la fonction du bibliothécaire. Il est mieux formé, il dispose de plus de moyens et le nombre des lecteurs a considérablement augmenté. Mais on peut se demander si l'idée qu'il se fait de sa place, de son rôle et de ses responsabilités a tellement changé. Que l'on achète peu ou beaucoup, il s'agit toujours de *bien* acheter, c'est-à-dire acheter dans le camp du *bien*.

Dans les années, disons, de 1950 à 1980, les acheteurs étaient prudents. L'enrichissement des fonds devait se faire avec circonspection. Il fallait éviter de faire de mauvais placements. Certaines catégories de livres étaient exclues d'emblée. Les enfants qui n'étaient pas encore, au moins dans les premiers temps, collés à la télévision, n'avaient pas droit aux bandes dessinées, jugées abrutissantes, violentes et paresseuses. Les adultes moins encore. Il faudra l'activité passionnée d'éditeurs comme Éric Losfeld pour que *Barbarella*, d'abord publiée dans un « *pulp* », *V-Magazine*, soit adoptée par quelques intellectuels et que le genre soit reconnu comme un moyen d'expression à part entière. Un même souci de protéger les lecteurs contre les mauvaises influences interdisait que l'on achetât des romans policiers et lorsqu'un audacieux suggérait que Dashiell Hammett était un

Conservateur général des bibliothèques (aujourd'hui en retraite), titulaire d'un DES de philosophie, **Louis Seguin** a dirigé les bibliothèques de Metz et de Boulogne-sur-Mer. Il a créé, en tant qu'expert de l'Unesco, un Centre régional de formation de bibliothécaires à Dakar. Il est l'auteur de *Aux distraitements désespérés* que nous sommes (*Ombres*, 1991), *L'Espace du cinéma* (*Ombres*, 1999) et *Pourquoi pleure-t-elle ?* (URDLA, 2001). Depuis 1972, il collabore régulièrement à La Quinzaine littéraire dans les rubriques cinéma, philosophie, arts et bibliothèques.

écrivain au moins aussi important que John Steinbeck, il ne rencontrait, dans les meilleurs des cas, qu'une incompréhension polie. On se méfiait des penseurs contemporains, toujours susceptibles de semer le désordre dans les esprits. Un bon philosophe était un philosophe défunt, académicien de préférence et dont les œuvres étaient commentées dans les écoles.

Bien entendu, c'était le règne d'une morale dont on a peine à mesurer l'ampleur aujourd'hui où la scène de sexe parfaitement explicite est devenue une figure obligatoire de tout roman qui se respecte et où l'on trouve tous les manuels (si j'ose dire) souhaitables dans les Maisons de la presse.

Le nom de Sade n'était pas même prononcé et il n'était pas question que l'on achetât les œuvres de Jean Genet ou de Pierre Klossowski. Seule l'ignorance de quelques bibliothécaires qui n'avaient par exemple pas lu jusqu'au bout *À la recherche du temps perdu* ou *Les Hommes de bonne volonté* laissait un espace libre pour les érotomanes, avec, pour les pervers, *Un bon petit diable*.

Le surréalisme était un territoire inconnu et plein de dangers. On n'allait tout de même pas dépenser l'argent du budget pour acheter *Nadja* qui était certainement l'œuvre d'un fou, ou encore un recueil de poèmes qui avait pour titre *Mort aux vaches et au champ d'honneur*. Et ne parlons ni de Joyce, ni de Céline, ni de la psychanalyse, ni du situationnisme<sup>1</sup>. Freud n'avait pas droit de cité sur les rayons.

Des pans entiers de la culture étaient négligés, comme la musique de jazz, la chanson, l'art contemporain ou le cinéma. Cette sévérité pouvait atteindre des records. J'ai connu la directrice d'une grande bibliothèque municipale de province qui, en bonne chrétienne, faisait son choix pour les « annexes de prêt » en consultant les fiches de la Centrale catholique et qui excluait les romans et les « documentaires » qui étaient signalés comme convenant aux seuls

*jours qui ébranlèrent le monde*. Karl Marx était interdit de séjour. Les volumes que les éditions en langues étrangères de Moscou, de Pékin, de Tirana ou de Pyongyang distribuaient généreusement allaient directement au panier. Dans quelles bibliothèques peut-on lire aujourd'hui les œuvres, complètes ou choisies, de Staline, de Lénine ou Mao Tsé Toung ? À la Bibliothèque nationale de France ? Mais tous les lecteurs n'ont pas les moyens de faire le voyage de Paris.

Les guerres coloniales n'avaient pas davantage la faveur des acheteurs. La plupart des bibliothèques sont étrangement pauvres sur les « événements » d'Algérie, comme si cette guerre n'avait pas laissé de traces. Il en fut de même pour d'autres « événements », en mai 1968, et pour les grands mouvements subversifs qui traversèrent les années 1970 : Black Panthers, écologie ou féminisme, entre autres.

Cette misère à peu près générale n'était pas, quoi que l'on puisse supposer, due à la contrainte qu'aurait pu exercer l'autorité de tutelle, nationale, universitaire, départementale ou municipale, sur les bibliothécaires. La Direction des bibliothèques n'envoyait pas de directives et n'interdisait pas l'achat des « mauvais » livres<sup>2</sup>. Il n'y avait pas d'« Index » et la « Liste Otto » de sinistre mémoire appartenait au passé. La Libération avait, ici comme ailleurs, été l'époque d'une liberté retrouvée. Sans doute le bibliothécaire fut-il tenu, comme n'importe quel diffuseur de la lecture, de ne pas mettre les livres visés par des décisions de justice à la disposition immédiate des lecteurs, en accès direct par exemple, mais rien ne s'opposait à ce que fussent achetés, discrètement il est vrai, les livres « interdits » lorsqu'il était possible de se les procurer. Dans ces temps d'avant la décentralisation, l'autorité politique était lointaine et les maires, à condition

On n'allait  
tout de même pas  
dépenser l'argent  
du budget pour acheter  
*Nadja* qui était  
certainement l'œuvre  
d'un fou, ou encore  
un recueil de poèmes  
qui avait pour titre  
*Mort aux vaches  
et au champ d'honneur*

adultes. Les « enfers » étaient bien garnis. On y trouvait aussi bien une édition illustrée de *La Vie des douze Césars* que les livres d'anatomie de Gautier d'Agoty.

### De la timidité des bibliothécaires

La politique, et donc l'histoire, étaient l'objet d'un même souci. Il était difficile de trouver une histoire de la Commune lorsqu'elle était signée Lissagaray ou encore *Les Dix*

1. Combien de bibliothèques ont accueilli ceux que Raymond Queneau avait nommés « Les Enfants du limon » ?

2. À l'exception des sciences occultes, parapsychologie ou astrologie, qui étaient exclues des subventions.

qu'on ne les importunât pas trop avec des exigences budgétaires, ne s'intéressaient que de loin à la bibliothèque de leur ville, surtout lorsqu'elle était « classée ».

Il en était d'ailleurs de même au ministère de l'Éducation nationale auquel la Direction des bibliothèques était alors rattachée. Les hauts fonctionnaires qui la dirigeaient étaient des gens courtois, intelligents, cultivés et qui se faisaient une règle de leur discrétion et de leur efficacité. Je peux, ici, raconter un souvenir personnel. Au début des années 1960, la bibliothèque municipale de Boulogne-sur-Mer que je dirigeais était inspectée par Robert Brun. C'était un homme charmant, grand blessé de guerre, érudit (il était l'auteur, par exemple, d'une bibliographie du livre illustré en France au XVI<sup>e</sup> siècle qui fait encore autorité) et d'une grande culture, mais on ne pouvait assurer qu'il fût « de gauche ». Nous visitâmes donc les magasins et il tomba en arrêt devant la collection, à peu près complète seulement parce que les saisies avaient été parfois plus rapides que l'envoi des abonnements, des *Cabiers libres*. Il en feuilleta quelques-uns et, avec un demi-sourire, me déclara que j'avais eu bien raison de faire ces achats parce que si « aujourd'hui » ces livres relevaient de la « passion », ils appartiendraient « demain », « à l'histoire ». Je reviendrai plus loin sur cette leçon.

Ceci pour dire cela, que les lacunes politiques mais aussi intellectuelles que l'on constate dans certaines bibliothèques publiques ne sont pas dues à une quelconque pression policière mais à la timidité des bibliothécaires. Non pas qu'ils se soient érigés eux-mêmes en censeurs mais parce qu'ils étaient des femmes et des hommes prudents et qu'ils se sentaient investis par des responsabilités. Rien dans les achats ne devait risquer de choquer. Ni Benjamin Péret, ni Frantz Fanon, ni Pierre Vidal-Naquet.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, la situation a beaucoup évolué. Plus de censure – même si certains soubresauts font craindre,

puisque la loi, et en particulier celle qui est censée « protéger » la jeunesse, est toujours en vigueur, un réveil possible – et plus de saisies. Tout est « en vente libre ». Les quelques procès qui ont encore lieu font suite aux plaintes d'associations et les inculpés ont toute latitude pour se défendre. Plus personne ne cherchera querelle à un bibliothécaire pour avoir acheté et

L'acquisition des livres  
est devenue  
une véritable science.  
Elle a ses principes  
et ses lois.  
Elle a même les formules  
de sa mathématique

mis à la disposition des lecteurs *Les 120 journées* ou *L'Affaire Audin*. Tout au plus verra-t-on, parce que certains lecteurs ne veulent pas que l'on sache qu'ils ont emprunté des livres obscènes, immoraux ou subversifs, les vols se multiplier.

### L'abeille, l'architecte et l'artisan

Les bibliothécaires, eux aussi, ont changé. Il arrive qu'ils ne soient plus craintifs et qu'ils ne craignent plus de défier leurs autorités de « tutelle » et leurs lecteurs. Mais ils se sont aussi découvert de nouvelles responsabilités. Ils sont devenus, comme on le leur apprend aujourd'hui à l'école, des gestionnaires et des managers. Autrement dit, ils ont toujours charge d'âmes et ils appliquent de nouvelles méthodes à ce qu'ils tiennent toujours pour une vocation, voire un apostolat. Bertrand Calenge, qui depuis déjà longtemps, s'est intéressé à la constitution des collections, a écrit

un livre qui fait aujourd'hui autorité dans les bibliothèques : *Conduire une politique documentaire*<sup>3</sup>. Cette politique est d'abord, l'auteur ne s'en cache pas, une morale : le bibliothécaire doit soumettre le quotidien de son activité à la sévérité, à la prépondérance et à la pertinence d'un certain nombre de principes incontournables : « distanciation », « négociation », « objectivation », « action », « intégration ». Le suffixe commun « tion » indique, sans doute possible, qu'il s'agit de proposer un savoir universel et des règles abstraites. Il ne saurait plus être question de ce « goût », qui, disait Kant, « s'est initialement introduit parmi les hommes ».

On apprend donc au bibliothécaire qu'il n'est pas seul, que les achats de livres ne doivent pas être soumis à sa fantaisie et que l'époque merveilleuse où il accumulait dans le secret de son cabinet une collection personnelle qui n'obéissait qu'à son bon vouloir est révolue. La collection telle que la rêve Bertrand Calenge « est le miroir de la société en général et de la collectivité en particulier; et cette mémoire collective (le regard porté par la collectivité sur le monde) et active (les bibliothèques encourageant l'appropriation faite par chacun de ce savoir et de ces émotions en quelque sorte légitimée par l'intégration dans la mémoire institutionnelle qu'est la bibliothèque) ne peut être constituée par le seul bibliothécaire. Ce dernier est le maître d'œuvre de la collection, il n'en est pas le maître d'ouvrage ». Le bibliothécaire devrait ici se sentir soulagé. Il n'a plus pour travail et moins encore pour exigence, de livrer la maison clés en main mais de fournir les matériaux, d'établir les devis et de surveiller l'exécution du projet. Il n'est plus que l'artisan de ce que lui dictent l'abeille et l'architecte.

L'acquisition des livres est devenue une véritable science. Elle a ses prin-

3. Bertrand Calenge, *Conduire une politique documentaire*, Éd. du Cercle de la librairie, 1999, coll. « Bibliothèques ».

cipes et ses lois. Elle a même les formules de sa mathématique. Bertrand Calenge explique non sans complaisance l'équation de Larbre-Doucet, les Einstein de la bibliothéconomie, où s'inscrivent « *le nombre des prêts annuels d'un domaine particulier (P1), le nombre des prêts total du fonds considéré (P), l'effectif total du fonds du domaine (F1) et l'effectif total du fonds considéré (F)* ». Au bout de ces diverses totalités, fondamentales ou pas, il résulte que, pour un fonds général de 50 000 volumes, un nombre général de prêts de 20 000, et un nombre de prêts de livres de poésie (P1) de 500, après l'heureuse correction d'un exposant  $x$  de 1,5 à 2/3, « *le fonds de poésie comprendra 921 volumes* », pas un de plus et pas un de moins. Voilà un chiffre que Pindare, Baudelaire, Artaud ou Ponge n'ont pas eu la chance de connaître, mais qui les eût certainement stimulés avant qu'ils ne songeassent à écrire. Il mérite en tout cas d'être inscrit à la toute première page d'un bêtisier de la statistique.

### Ordre et décence

Sans doute l'exemple est-il caricatural et l'insert que Bernard Calenge en fait dans son manuel passablement ironique, mais il dénote une tendance inquiétante. Entre les acquisitions, les lecteurs, le budget et la solution finale du « désherbage », qui fait songer à l'activité des pompiers de *Fabrenbeit 451*, qui a aujourd'hui ses spécialistes et heureusement ses modérateurs, l'accroissement des fonds semble se perdre dans l'impossible vérité spinoziste de la parfaite adéquation entre les livres et les lecteurs.

Ce qui se met en place, si l'on doit obéir aux vœux, aux règles et au code de *Conduire une politique documentaire*, c'est une ahurissante bureaucratie, où tout achat de livre sera soumis à une « interminable », comme en psychanalyse, suite de calculs inutiles, de supputations vaines, de réunions sans fin, de discussions oi-

seuses et de décisions où ne s'affirmera que la parole du plus fort, en général du chef d'établissement. Tout se fera dans l'ordre et la décence. Rien ne devra dépasser la mesure. Pas d'« *ubris* » dans les bibliothèques. Les livres ne devront déplaire à personne et les histoires ne pourront être qu'« objectives ».

Sans doute pourra-t-on introduire des correctifs. Bertrand Calenge note très justement que les notions de « qualité » et de « pluralisme » cachent mal leurs obsessions intellectuelles (« *La bibliothèque ne peut pas se considérer comme un rempart de la culture* ») ou politiques (l'on se réfère, une fois encore, à la catastrophe qu'a été, pour certaines bibliothèques municipales, l'arrivée brutale du Front national). Mais la mise au point de procédures d'acquisitions, qui ont pour fin de ne choquer personne et s'acharnent à découvrir une neutralité introuvable, non seulement pour les sciences dites « humaines », mais aussi dans le domaine des sciences exactes ou appliquées, est une chimère. Il n'y a pas de sociologie, de philosophie, d'archéologie, de poésie, de géographie, de physique, de mathématiques ou encore de médecine « objectives ». La bibliothèque convenable que propose Bertrand Calenge est en fait une bibliothèque « citoyenne » où dominera le politiquement correct. Elle considérera les extrêmes avec la plus grande répugnance. Comme le « bon Indien » de la conquête de l'Ouest, le « bon livre » est un livre qui ne bouge plus ou, si l'on préfère, un livre mort.

L'abondance prudente des procédures, des enquêtes et des examens ne peut avoir, à la fin, qu'un effet négatif. À force de multiplier les consultations, les palabres et les précautions, les bibliothèques finissent par ne plus rien acheter, ou, pis encore, se défaussent de leur responsabilité. Bertrand Calenge cite l'exemple des bibliothèques américaines qui, faute de personnel, ont fini par confier le soin d'acheter leurs livres à des entreprises privées. Est-on bien certain que

les bibliothèques françaises, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, soient à l'abri de ce qui est, au sens propre, une infamie, une action fondamentalement honteuse ? Car nombreux sont aujourd'hui les

Comme le « bon Indien »  
de la conquête de l'Ouest,  
le « bon livre » est un livre  
qui ne bouge plus  
ou, si l'on préfère,  
un livre mort

établissements qui s'adressent à des grossistes, d'ailleurs habiles puisqu'ils vont jusqu'à publier leurs propres analyses, qui choisissent, critiquent et même équipent les livres en laissant aux bibliothécaires le seul soin de cocher des titres sur une liste.

### Vivre au rythme de la création intellectuelle

À l'heure où une partie considérable de l'édition est en passe de se mettre sous la coupe d'un marchand de missiles, il serait temps que les bibliothécaires qui, comme beaucoup d'autres intellectuels, restent étonnamment silencieux, sortent de leur réserve et viennent à Lagardère avant que Lagardère ne vienne à eux. Ils en ont le pouvoir et les moyens : ils peuvent encore choisir leurs livres et gérer leur propre budget. Le pseudo-socialisme des achats, s'il permet à certains de s'assurer, la technocratie de l'informatique aidant, une place confortable de gestionnaires, voire de « *top-managers* » n'est en fait qu'un écran de paresse et de lâcheté qui leur permet de dissimuler leur absence de culture générale, littéraire, sociale et scientifique, leur timidité intellectuelle et, finalement, leur défaut complet de courage civique.

Un bibliothécaire, lorsqu'il dirige un établissement, et même si cela se rattache aussi à sa fonction de chef de service, n'est pas seulement là pour jouer au petit chef, pour planifier les congés du personnel, pour veiller à ce que les carreaux soient propres, les portes ouvertes ou fermées à l'heure, les planchers balayés et les lumières allumées ou éteintes, mais aussi pour prendre des décisions et assumer des risques, même s'il ne s'agit que de l'acquisition d'un « *Que sais-je ?* ».

L'argument qui consiste à lui reprocher de s'attribuer par force un pouvoir qui serait alors exorbitant, ne tient guère. Son activité est une activité publique, parfaitement transparente. Les livres qu'il achète figurent au catalogue et sont placés sur les rayons. Chacun peut les voir et éventuellement les lire. Leur achat n'est pas un vice caché, soumis à des décisions arbitraires et aux caprices d'une sensibilité ou d'une intuition égoïstes, même si, pour quoi pas après tout, cette affectivité et cet instinct sont aussi nourris d'un savoir.

Les bibliothécaires doivent répondre de l'homogénéité de leur fonds, combler ses lacunes, écouter les avis de leurs confrères, tenir compte des souhaits réels de leurs lecteurs (rien de mieux, jusqu'à présent, que les vénérables registres de demandes d'achats, où chacun peut, en donnant son nom, émettre ses souhaits et exiger une réponse motivée, positive ou pas, mais qui sera offerte au jugement de tous) et surtout réagir à une actualité des faits et des idées qui n'est rien d'autre que la vie des gens et de l'esprit.

Il doit vivre professionnellement au rythme de la création intellectuelle. Il ne doit pas forcément lire, comme le voudrait la légende, tous les livres qu'il achète ou qu'il veut acheter, mais il doit avoir la curiosité élémentaire de se tenir au courant de ce qui est publié et proposer les fruits

de sa curiosité à ses lecteurs. Il doit lire les périodiques (quotidiens et autres) et pas seulement les pages littéraires mais aussi les rubriques politiques, économiques, sociales et scientifiques. Il doit fréquenter les grandes librairies, littéraires, scientifiques et techniques, consulter les catalogues de livres d'occasion, les nomenclatures des éditeurs, écouter la radio et regarder la télévision. Cela, même en dehors de ses heures de travail, fait partie de son métier.

Il doit avoir, ce qui n'est pas évident dans la *doxa* contemporaine, de l'estime et du respect pour les lecteurs. Il doit faire confiance à leur intelligence et à leur raison. Il doit leur proposer ce qu'il y a de meilleur et ne pas reculer devant la difficulté éventuelle de la lecture : Bourbaki pour les mathématiques, Jacques Derrida pour la philosophie, Jean-Pierre Vernant pour l'histoire grecque, Erwin Panofsky pour l'histoire de l'art, Hubert Damisch pour l'esthétique, Jacques Lacan pour la psychanalyse, Gilles Deleuze pour le cinéma, James Grady pour le roman policier ou Philip K. Dick pour la science-fiction.

Il doit savoir qu'une bibliothèque ignore le partage de la France en « haut » et en « bas », mais qu'elle est une institution élitiste, quelles que soient l'origine et la compétence de son lectorat. Il doit aussi avoir le courage de prendre des risques, de commettre des erreurs et d'en répondre ensuite. Car la critique de la politique d'acquisitions ne peut se faire qu'après coup, sinon l'activité, la vie de la bibliothèque risque de se trouver paralysée. Dans l'établissement que j'ai longtemps dirigé, mes collaborateurs et moi-même mettions un vrai point d'honneur à ce que les livres fussent achetés, catalogués et mis à la disposition du public au plus tard une semaine après leur mise en vente en librairie, avec, une fois encore, tous les risques que comportait cette précipitation.

## De la passion à l'histoire

Le lecteur est un homme libre, doué, dit toujours Kant, d'une « *faculté de juger* ». Il doit pouvoir se déterminer sur pièce et non pas attendre qu'on lui impose la fadeur d'une nourriture prédigérée. Il a le droit de lire Hitler, Staline, Le Pen ou Oriana Fallaci dans le texte. Il a le droit de lire des « mauvais » livres et de porter un « jugement » personnel sur leur contenu, même s'il est effectivement politiquement ignoble et moralement scandaleux. Ainsi que me l'avait si justement dit Robert Brun, les livres échappent à la passion pour entrer dans l'histoire et du coup enrichir, dans le bien mais aussi dans le mal, le contenu de la bibliothèque publique.

Je donnerai, pour terminer, un exemple extrême. Je me flatte d'être, depuis la classe de seconde, l'ami de Pierre Vidal-Naquet. J'ai le plus grand respect pour son érudition, sa culture, son courage, sa lucidité politique et son travail d'historien. Or nous avons un jour débattu sur l'opportunité d'acheter, dans une bibliothèque municipale, les livres des « négationnistes » et en particulier ceux de Robert Faurisson que nous connaissons bien, non seulement pour l'avoir lu, mais pour avoir été ses condisciples en khâgne (nous n'y pouvions rien). Nous n'avions eu, dès notre jeunesse, pour lui que du mépris et nous l'avions toujours tenu pour ce qu'il était, un nazi et donc un imbécile dangereux. Mais nous sommes tombés d'accord sur la nécessité, pour une bibliothèque publique, d'acheter ses « œuvres », si l'on peut dire, parce qu'elles appartiennent, misérablement mais de fait, à l'histoire des manies. Il en allait, contre Robert Faurisson lui-même qui n'aurait pas eu sans doute ce genre d'indulgence, de la dignité des bibliothèques.

Octobre 2002